

**Etats-Unis d'Amérique - G20 -  
Entretien de M. Bruno le Maire,  
ministre de l'économie et des  
finances, avec le quotidien "Les  
Echos"**

(Paris, 21 mars 2018)

**Q** - Comment répondre aux taxes américaines à l'importation d'acier et d'aluminium ?

**R** - Par la fermeté et l'unité, ce que l'Europe a fait. J'espère que nous obtiendrons une exemption totale de l'Union européenne de cette augmentation des droits de douane sur l'acier et l'aluminium. J'ai eu l'occasion d'en parler longuement avec le secrétaire au Trésor américain Steve Mnuchin en marge du G20. Je lui ai déclaré que nous ne comprenions pas cette décision américaine contre l'Europe.

Nous reconnaissons qu'il y a une difficulté sur les surcapacités de production d'acier dans le monde, une difficulté liée à la surproduction d'acier en Chine. Or, la bonne façon de traiter cela n'est pas davantage de protectionnisme, mais au contraire plus de multilatéralisme. Nous avons besoin de dialogue entre les Etats-Unis et l'Europe, pas de décisions isolées. Personne n'a quoi que ce soit à gagner d'une guerre commerciale.

**Q** - Envisagez-vous des mesures de rétorsion, en mettant par exemple en place des taxes sur certains produits américains ?

**R** - La Commission européenne a déjà établi une liste de mesures en réponse aux décisions américaines. Soit des contre-mesures visant des produits importés des Etats-Unis vers l'Europe, soit des mesures de sauvegarde, pour protéger notre marché contre le déversement de surcapacités d'acier en Europe, ce qui ferait chuter les prix et affecterait directement nos emplois. Je l'ai vu quand je me suis rendu il y a quelques jours à Dunkerque, dans l'aciérie d'ArcelorMittal. Il y a des inquiétudes légitimes de la part des ouvriers. Nous avons élaboré différents types de réponse au sein du G20 et de l'Organisation mondiale du commerce, mais j'espère que nous n'aurons pas à faire usage de ces mesures.

**Q** - Peut-on réconcilier les points de vue américain et européen en ce qui concerne la taxation des géants du numérique ?

**R** - L'approche européenne, à l'initiative de la France, vise à obtenir dans des délais rapides une taxation efficace et juste des géants du numérique. La Commission européenne dépose ce mercredi une proposition de directive, qui sera ensuite étudiée par les ministres des finances [de l'UE, NDLR] et a vocation à être adoptée d'ici la fin de l'année 2018. Cela va permettre à l'Europe de prendre le leadership sur la question cruciale de la taxation du numérique dans le

monde, et c'est un signal fort, même si nous n'avons pas d'accord au sein du G20 pour l'instant. Le travail va se prolonger à travers l'OCDE. Il nous faut donc réfléchir à ce que peut être une base taxable du numérique demain. Et cela prendra plus de temps.

Q - Y a-t-il un consensus au sein du G20 sur le besoin de réguler les crypto-actifs ?

R - Oui, et je me réjouis que cette préoccupation figure dans la déclaration finale du G20. La France veut être à la pointe de l'innovation financière.

Nous avons déjà pris des dispositions pour développer la blockchain à l'échelle institutionnelle, et nous réfléchissons au développement de jetons en matière de financement, ce qui sera inscrit dans le projet de loi pour la croissance et la transformation des entreprises que je présenterai le 2 mai au Conseil des ministres. Si l'on veut développer ces nouvelles technologies, il nous faut des garde-fous : à la fois pour protéger les épargnants et éviter la spéculation, mais aussi lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme./.